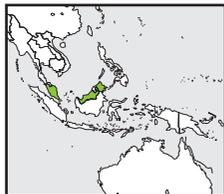


Le développement au détriment de la durabilité



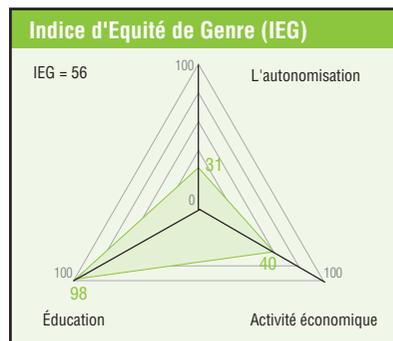
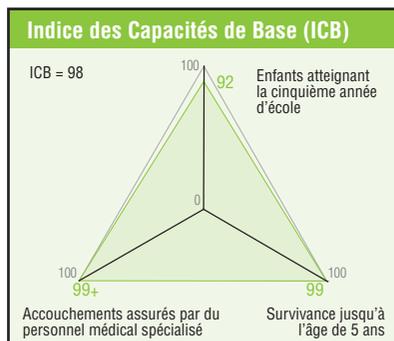
À partir d'un effort pour atteindre le statut de pays développé en 2020, le Gouvernement met en œuvre un modèle de développement non durable. Par exemple, une forêt vierge toute entière a été inondée et au moins 15 communautés ont été déplacées pour construire un énorme barrage hydroélectrique ; une gestion irresponsable dont les conséquences seront la perte d'espèces endémiques et l'augmentation du mécontentement social. Pendant ce temps, le droit de la population à participer à la gestion des ressources naturelles est pratiquement inexistant. Ce n'est qu'à travers l'autonomisation de la population et la garantie de l'accès à l'information que le Gouvernement sera capable d'aborder le développement durable.

Friends of the Earth Malaysia
Sahabat Alam Malaysia

En 1991, Mahatir bin Mohamed, alors Premier ministre, a introduit le concept de *Wawasan 2020*, ou « Vision 2020 ». Ce concept est basé sur l'idée que la Malaisie pourrait se transformer en un pays développé d'ici 2020, de nouveaux enjeux stratégiques qui ont dû être surmontés, ont été établis, à savoir, entre autres, garantir une société économiquement juste, une économie concurrentielle et dynamique ainsi que l'inclusion des minorités ethniques et la création d'un sentiment d'unité nationale¹.

Par la suite, ce plan a été ajusté. En 2009, le Premier ministre actuel, Najib Tun Razak, a déclaré qu'il avait fallu redéfinir les stratégies notamment du fait que, pour atteindre les objectifs économiques de *Wawasan 2020*, il fallait atteindre un taux de croissance économique d'environ 8 %, alors que la moyenne de la période 2000-2010 est à peine arrivée à 1,20 % et en 2009 le chiffre a atteint le minimum historique avec 7,8 %, suivi d'un maximum de 5,9 % pendant la même année avec une estimation pour 2011 de 3,2 %². Selon le Premier ministre, l'autre raison invoquée est qu'« une nation développée n'est pas seulement définie par sa richesse. Il existe d'importantes mesures sociales et de qualité de vie dont il faut tenir compte à l'heure de prendre en considération nos objectifs et nos réussites »³.

Cette idée est partagée par le ministre du Commerce international et de l'industrie et par le membre du parlement en fonction, Rafidah Aziz, qui a manifesté son optimisme sur la possibilité d'atteindre le statut de pays développé en 2020. Il a signalé : « Nous travaillons pour que notre société devienne une société développée, à notre façon, ce qui signifie qu'en 2020 notre société pourra être multiraciale,



cohésive, tolérante, respectueuse des autres et sans polarisations »⁴.

Malgré les bonnes intentions et le fait que dans les années 1970 la Malaisie a été pionnière dans l'établissement d'un cadre pour la gouvernance de l'environnement⁵, à ce jour il y a très peu d'actions ayant été entreprises en faveur de l'adoption d'un modèle de développement vraiment durable, notamment pour ce qui est de l'évaluation des problèmes environnementaux. Ainsi, par exemple, l'accomplissement des objectifs de Rio 92 par la Malaisie a été, en général, décevant. À partir de cette année-là, l'industrialisation, l'urbanisation et l'infrastructure ont connu un plus grand développement avec pour conséquence la perte de la biodiversité et d'écosystèmes essentiels, notamment des mangroves et des forêts des basses terres. D'autre part, malgré les dispositions de nombreuses lois, les habitants des zones affectées ne sont pratiquement pas consultés et le Gouvernement garde toujours le secret lorsqu'il s'agit de projets de développement.

En fait, le modèle de développement mis en œuvre par le Gouvernement a été centré sur le développement financier et industriel sans tenir compte de l'environnement. Ce développement a été caractérisé par la consommation débridée et par le gaspillage de l'eau et de l'électricité provoquant la dégradation de l'environnement et des problèmes de santé.

Perte de la biodiversité et lois permissives

La Malaisie possède une flore et une faune extrêmement riches et diversifiées, avec environ 25 000 espèces de plantes⁷, 746 espèces d'oiseaux, 300 espèces de mammifères, 379 espèces de reptiles, 198 espèces d'amphibiens et 368 espèces de poissons⁸. Parmi la flore et la faune, il y a 2199 espèces endémiques⁹. D'après l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Liste rouge de 2010, la Malaisie occupe la troisième place au niveau mondial parmi les pays ayant le plus grand nombre d'espèces menacées (1180)¹⁰. De ce chiffre, 488 sont des espèces animales, dont 47 appartiennent à la catégorie « danger critique ». En outre, 188 des 692 espèces de plantes sont en danger critique et il y a quatre espèces de plantes endémiques qui ont disparues¹¹.

La dernière plante ayant été déclarée disparue est la *Shorea kuantanensis*, après l'abattement de la dernière forêt où elle se développait, la Réserve forestière de Bukit Goh, située à Kuantan, pour cultiver des palmiers à huile. Les deux autres sont des espèces de fougères et l'arbuste à floraison *Begonia eromischa*.

Les forêts tropicales de Malaisie sont riches en bois, en plantes médicinales, résines, engrais et fournissent en outre de l'eau douce, protègent le sol de l'érosion et de la perte de nutriments et conservent une grande biodiversité. En fait, la Malaisie est connue

1 M. Mohamad, *The way forward* (Kuala Lumpur : Bureau du Premier ministre, 2008). Voir aussi : <www.wawasan2020.com/vision/index.html>.

2 R. Pakiam et S. Adam, "Malaysia Must Expand Faster to Be Developed Nation, Najib Says", *Bloomberg News*, (28 août 2009), <www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aAvHYIgg46lg&FORM=ZNR8>.

3 TradingEconomics.com, *Malaysia GDP Growth Rate, 2011*, <www.tradingeconomics.com/malaysia/gdp-growth>.

4 R. Pakiam et S. Adam, op cit.

5 The Malaysian insider, *Rafidah says Malaysia can be developed nation by 2020*, (18 mai 2020), <www.themalaysianinsider.com/malaysia/article/rafidah-says-malaysia-can-be-developed-nation-by-2020/>.

6 A. A. Hezri et M. Nordin Hasan, *Towards sustainable development? The evolution of environmental policy in Malaysia*, (2006), <www.apimal.org/blogcms/media/13/File/Sus Development Msia_Hezri_n Hasan.pdf>.

7 Ibid.

8 Mongabay.com, *Malaisie*, (2006), <rainforests.mongabay.com/20malaysia.htm>.

9 Voir : <lfe.nthu.edu.tw/~d868210/jpg/hwk2/content.html>

10 Voir : <www.iucnredlist.org/documents/summarystatistics/2010_4RL_Stats_Table_5.pdf>.

11 Ibid.

comme l'un des 12 pays mégadivers du monde¹². Cela signifie qu'elle a la grande responsabilité de sauvegarder sa diversité biologique. Malgré l'existence de certaines lois qui régulent l'exploitation des ressources naturelles et la protection de l'environnement, leur mise en œuvre et leur application sont toujours insuffisantes.

Il existe de nombreuses lois qui doivent être révisées ; mais étant donné que le développement économique sans une perspective durable a prévalu, les efforts pour renforcer les lois inadéquates passent souvent à un deuxième plan. Par exemple, la proposition pour modifier la loi de qualité environnementale de 1974 a été débattue pendant presque dix ans et une loi de protection de la faune sauvage de 1972 a été remplacée par la loi de conservation de la nature 2010, après environ quinze ans de délibérations. D'autre part, les nouvelles lois n'abordent pas les questions clés, négligées par les vieilles réglementations, celles-là mêmes qui ont contribué au douteux statut du pays comme étant un centre régional pour le trafic d'espèces sauvages.

Un autre point faible est la séparation claire des pouvoirs entre les gouvernements fédéraux et de l'État par rapport aux ressources telles que la terre, les forêts et l'eau. Alors que la plupart des politiques ayant trait à la biodiversité (par exemple, la politique nationale de la biodiversité, la politique forestière nationale et la politique nationale des terres) ont été établies au niveau fédéral ; l'adoption de ces politiques est demeurée faible au niveau de l'État où, justement, il est nécessaire d'envisager une mise en œuvre efficace.

Extraction des ressources et déboisement

Jusque dans les années 1970, l'économie de la Malaisie dépendait, en grande mesure, des ressources naturelles du territoire. Par exemple, les grandes plantations de caoutchouc ont été un pilier très important de l'économie du pays depuis l'époque coloniale. Par conséquent, la perte vertigineuse de la forêt tropicale pendant le XX^{ème} siècle peut être clairement liée aux modèles d'extraction mis en place par les administrations successives¹³. De grandes surfaces de terres cultivables ont été déboisées pour produire du caoutchouc et du palmier à huile, et un grand nombre d'arbres ont été coupés pour pouvoir répondre à la demande en bois des marchés nationaux et internationaux : par exemple, en 1985, le secteur forestier a rapporté plus de 15 % des revenus d'exportation du pays¹⁴. D'après quelques études, le taux de déboisement de la Malaisie s'accroît plus rapidement que nulle part ailleurs¹⁵. En fait, le taux de déboisement annuel a augmenté de presque 86 % entre 1990 et 2005, et la perte de la surface occupée par les forêts a diminué de 140 200 hectares par an depuis l'an 2000¹⁶.

Il a été dit que, bien que la Malaisie possède « en théorie » l'une des meilleures politiques de protection des bois tropicaux en développement en Asie, il existe un grand fossé entre la loi, sa mise en place et son application, de sorte que le déboisement repré-

sente toujours une menace pour l'intégrité des forêts tropicales. En fait, pendant les deux dernières décennies, la gestion durable des forêts a été inexistante¹⁷.

Alors qu'un cadre juridique et administratif a été établi au début des années 1970, les impacts environnementaux du développement agricole et les pratiques d'extraction ont augmenté considérablement, y compris le déboisement qui, à son tour, a augmenté de manière significative¹⁸.

Les conséquences du déboisement et de la mauvaise utilisation du sol sont nombreuses : érosion du sol, changements hydrologiques, pollution des eaux superficielles à cause de l'utilisation d'insecticides, ainsi que la perte de la faune et de la flore locales. De même, le risque d'inondations et de glissements de terre augmente¹⁹, et pour les peuples autochtones, qui ont toujours dépendu de la forêt pour la médecine, le logement et la nourriture, la destruction de leur principale source de subsistance implique également la perte de leur forme de vie traditionnelle : dès que la forêt aura disparu, leur culture disparaîtra aussi.

Mégaprojets, méga destruction

Pendant les deux dernières décennies, la Malaisie a été témoin d'une série de projets publics et privés controversés. Leurs impacts socio-environnementaux sont encore en cours d'évaluation.

Le projet le plus polémique est le projet hydroélectrique de Bakun, de 2400 MW dans l'État de Sarawak (dans l'île de Bornéo) où une surface d'environ 695 km² (équivalente à la surface de Singapour) sera inondée. Considéré comme étant le deuxième barrage de brisalamines en enrochement en béton le plus haut du monde, le projet a été critiqué car il néglige les questions environnementales et aussi en raison de sa douteuse justification vis-à-vis de la demande croissante d'énergie.

En fait, on dit que la plupart de la demande provient de la presqu'île de Malaisie au lieu de l'est de la Malaisie, où est situé le barrage. Mais certaines personnes ayant émis des critiques pour ce projet ont signalé qu'il y a surabondance d'électricité dans la Malaisie péninsulaire, ce qui rend inutile ce projet hydroélectrique²⁰.

Après deux tentatives frustrées de construction du barrage, le projet a été privatisé en 1994 en faveur de la société Ekran Berhad, une entreprise du bois n'ayant pas d'expérience dans ce domaine ; l'achèvement des travaux était prévu pour 2003. Lors de la crise financière asiatique de 1997, le Gouvernement de la Malaisie a repris le projet et la société Ekran, qui avait complété 50 % des travaux de génie civil, a reçu une « compensation ».

Le processus d'inondation a démarré le 13 octobre 2010. Outre l'inondation d'une vaste forêt tropicale, qui suppose la perte d'une grande partie de la biodiversité (comportant de nombreuses espèces endémiques), 15 communautés indigènes ont dû être réinstallées en aval. Ce déplacement forcé a provoqué un grand mécontentement parmi la population de la région ; à cela s'ajoutent des réclamations pour des indemnités non perçues, la perte des moyens

de subsistance, et une infinité d'autres problèmes sociaux. Plusieurs communautés ayant rejeté le plan de déplacement ont présenté conjointement une plainte contre le Gouvernement en raison de la perte de terres qui leur appartenaient depuis toujours. La question n'est pas encore résolue. De plus, il y a eu des rapports récents concernant les pratiques de construction non sécurisées – et même illégales – qui semblent une question quotidienne dans le métier de la construction à cause des faibles mesures de sécurité.

Un centre d'industries polluantes ?

Certains groupes de la société civile et quelques fonctionnaires gouvernementaux sont inquiets sur les ambitions d'industrialisation du Gouvernement (malgré la réclamation des « verts ») qui pourraient transformer la Malaisie en un aimant attirant toutes les industries polluantes.

Il y a encore quelque chose de plus inquiétant : le long de la côte du pays, notamment dans la presqu'île, il est prévu d'installer un centre pétrochimique qui sera accompagné de la construction de ports afin de faciliter l'exportation des produits finaux. Ces industries intensives d'énergie exigent aussi la construction d'usines d'énergie électrique à charbon comme celle qui se trouve dans la région en développement d'Iskandar, dans l'État de Johor.

Ce type de développement côtier à grande échelle détruit constamment les forêts de mangroves du pays. Ces forêts sont des sites de frai des poissons et la base de la pêche artisanale côtière depuis des générations. Les autorités ont fait la sourde oreille aux plaintes des communautés locales concernant les captures décroissantes ; les promoteurs du projet et le Gouvernement ont octroyé de très faibles compensations. Dans certaines régions, le développement côtier favorisé par l'industrie de l'aquaculture a diminué la surface consacrée aux cultures pouvant entraîner de ce fait des conséquences sur la sécurité alimentaire du pays pendant les années à venir.

En général, la résistance au calendrier de développement non durable du Gouvernement a été limitée par la censure aux médias et par l'application de plusieurs lois qui limitent la liberté de presse, y compris la loi de la sécurité interne, la loi des secrets officiels, la loi de la sédition et la loi de la police.

Toutefois, une campagne bien organisée, dirigée par les communautés affectées, a démontré que les citoyens bien informés peuvent devenir une force importante pour défier les plans de développement non durable du Gouvernement. Dans ce sens, il existe deux cas exécutés avec succès, à savoir la clôture de l'usine de terres rares malaise/japonaise, dans l'État de Perak (fin 1990), et l'abandon de l'incinérateur de déchets situé à seulement 40 km de la capitale.

À ce jour, le défi majeur pour le développement durable en Malaisie est l'autonomisation de la population, de l'aider à connaître ses droits en garantissant l'accès à l'information et en créant des mécanismes de participation authentiques, de sorte que la formulation des politiques nationales et les décisions portant sur le développement de projets puissent être vraiment analysées sur la base de l'économie, la société et l'environnement, c'est-à-dire, sur les trois piliers du développement durable. ■

12 Hezri et Nordin Hasan, op cit.

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Mongabay.com, op cit.

16 Ibid.

17 Ibid.

18 Hezri et Nordin Hasan, op cit.

19 Voir : <outskiroutreach.org>

20 Voir : <bakun-dam.co.tv>